

**Discours du Secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération,
à la réunion de la Commission pour la promotion de la qualité de la vie, les
échanges entre les sociétés civiles et la culture**

Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne
Lisbonne, Assemblée de la République, 22 février 2010

<p>Panel : Notre histoire commune : culture et éducation (l'Université de la Méditerranée et <i>Erasmus Mundus</i>)</p>
--

Monsieur le Président de l'Assemblée de la République, M. Jaime Gama

Monsieur le Président de la Commission pour la qualité de la vie, les échanges entre
les sociétés civiles et la culture, M. Eduardo Cabrita

Monsieur l'ancien ministre Mohamed Benaïssa,

Mesdames et Messieurs les députés,

Permettez-moi de commencer par exprimer ma grande satisfaction d'être
aujourd'hui avec vous, ici, à Lisbonne qui, même si elle n'est pas une ville
méditerranéenne au sens littéral du terme, ne peut pas être comprise si nous ne
comprenons pas aussi ses racines méditerranéennes. Le plus grand géographe
portugais du XXe siècle, Orlando Ribeiro, n'hésitait pas à évoquer notre qualité
méditerranéenne, alors c'est sans crainte d'être démenti que je vous souhaite la
bienvenue à cet espace méditerranéen, au-delà des confins précis de notre mer.
C'est une heureuse coïncidence qui me fait partager cette tribune avec M. Mohamed
Benaïssa, Maire d'Asilah, une ville qui n'est pas non plus située sur la Méditerranée
au sens purement géographique, mais qui est profondément méditerranéenne dans
sa manière d'être, une ville qui, à l'instar de Lisbonne, a été un carrefour de culture
au long des siècles.

Parler de culture dans l'espace méditerranéen c'est parler de diversité et d'échanges, c'est parler d'universalité et de compréhension mutuelle. Point de départ vers l'aventure océanique globale, la Méditerranée a servi de pont entre les croyances et les continents et elle est à l'origine de l'idée même de monde. Théâtre des turbulences de l'histoire, c'est aussi ici, dans l'espace méditerranéen, que se joue aujourd'hui l'avenir du dialogue entre les peuples, les cultures et les religions.

Mais soyons clairs sur cette mer qu'est la nôtre, sur ce que représente son vécu interculturel. L'histoire nous transmet un paradoxe ou, mieux, une réalité complexe et contradictoire, puisqu'elle nous renvoie en même temps une image de richesse interculturelle probablement sans pareille et aussi une histoire jonchée de conflits multiples tout au long des siècles. Pour une raison comme pour une autre, tant pour ce que la Méditerranée a fait naître d'extraordinairement positif, qu'à cause des conflits qui se sont succédés depuis la mythologie grecque jusqu'à nos jours, je crois que les peuples méditerranéens et leurs représentants sont extrêmement bien placés pour répondre aux temps difficiles que nous vivons.

Cette idée de fond, qui présidait à la Conférence de Barcelone en 1995, garde toute sa validité, même si nous partageons tous une certaine tristesse de ne pas avoir vu se réaliser les espoirs de ce moment historique.

En 1995, la Déclaration de Barcelone a consacré le dialogue entre les cultures comme un aspect essentiel du partenariat euro-méditerranéen. Il ne pouvait en être

autrement, puisque les peuples méditerranéens savent, mieux que personne, que la culture ne peut être dissociée de la politique et de l'économie, même s'il faut bien reconnaître que la dimension culturelle a été reléguée au second plan au cours de ces plus de 10 années d'existence. Sans vouloir nier l'importance d'initiatives telles que la Fondation Anna Lindh ou les différents programmes régionaux sur le patrimoine, l'audiovisuel, la jeunesse, l'information et les médias, le dialogue interculturel n'a jamais véritablement acquis, comme il aurait dû, une dimension transversale aux autres politiques et actions du partenariat. Autrement dit, nous ne sommes pas à la hauteur de nos héritages.

Nous avons pu observer, au cours de cette quinzaine d'années du processus de Barcelone, la lente usure que la menace terroriste a provoquée dans l'approche multilatérale et partenariale des relations entre les États et les peuples. Le droit international est soumis à rude épreuve par les fanatismes religieux et les doctrines sécuritaires. Nous avons laissé la thèse facile, mais profondément trompeuse, du « choc des civilisations » gagner la pensée académique et la pratique politique. Des vagues de racisme et d'intolérance traversent nos sociétés, encouragées par les discours populistes de leaders politiques sur les deux rives de la Méditerranée.

En Italie, l'association démagogique entre immigration et criminalité est élevée au rang de loi, puisque tout étranger qui y commet un crime, quelle que soit sa nature, voit sa peine aggravée s'il est en situation irrégulière. En Suisse, le discours xénophobe de certains partis politiques marque le référendum populaire contre la

construction de minarets dans les mosquées, symbole d'une soi-disant menace islamique contre les valeurs occidentales. C'est la peur et l'ignorance qui dictent la norme, au lieu de la raison et de la compréhension.

Au sud de la Méditerranée, les élans réformateurs sont systématiquement minés par les extrémismes religieux et les conflits identitaires. Éternels otages du conflit israélo-palestinien, les pays arabes se montrent incapables de réussir une intégration régionale, politique et économique qui leur permette de se mesurer aux blocs régionaux émergents et d'élever le niveau de vie de leurs peuples.

Paradoxalement, l'espace méditerranéen, jadis précurseur de la mondialisation, se voit aujourd'hui marginalisé dans l'économie globale et isolé dans la politique mondiale.

C'est pour tout cela qu'il faut réaffirmer la ferme intention de créer un espace de paix, de sécurité et de prospérité partagées, désormais avec l'Union pour la Méditerranée qui est issue du processus de Barcelone. Mais nous ne pouvons pas commettre les mêmes erreurs que par le passé. Nous savons bien que le dialogue entre les peuples et les cultures n'est pas, à lui seul, la panacée à la conflictualité qui caractérise les relations dans la région. Nous considérons néanmoins qu'il est essentiel d'affirmer stratégiquement la culture et l'éducation comme les piliers centraux de cette Union renouvelée.

Un premier pas important a déjà été fait avec l'inauguration de l'Université euro-méditerranéenne, en Slovénie, à laquelle participent 5 universités et 2 *think tanks* portugais. Nous voulons que cette université soit un projet porteur, un centre névralgique pour le partage de connaissances et d'expériences des deux côtés de la Méditerranée ; qu'elle soit un pôle d'excellence, par la qualité de son travail en réseau et son effet multiplicateur pour d'autres établissements d'enseignement et de formation. Car seule l'éducation permettra de mobiliser les sociétés civiles des deux côtés pour un dialogue éclairé et d'inculquer au tissu social le désir d'approfondir cette connaissance mutuelle. C'est pourquoi il faut stimuler la mobilité de tous les agents – étudiants, professeurs, formateurs – non seulement par leur participation aux programmes européens Erasmus ou Leonardo, mais aussi en facilitant, dans tous les pays, l'octroi de visas aux étudiants et aux enseignants.

La stratégie culturelle euro-méditerranéenne, annoncée à la conférence ministérielle d'Athènes en 2008, offre un important cadre d'orientation pour cette action commune. Cette stratégie devrait être concrétisée à la prochaine conférence ministérielle de la Culture de l'UpM prévue en juin, mais qui n'est malheureusement pas encore confirmée. Nous soutiendrons la Présidence espagnole dans ses efforts afin que cette conférence se tienne vraiment et aussi, d'une manière plus générale, pour que l'Union pour la Méditerranée sorte rapidement de l'impasse institutionnelle dans laquelle elle est tombée au cours de l'année écoulée. Il y a des signes positifs. Nous saluons le choix récent du Secrétaire général et nous

considérons qu'il est primordial d'adopter les statuts du Secrétariat au Sommet de juin, afin de pouvoir mettre en œuvre au plus vite les projets prévus.

Je considère aussi de la plus haute importance le rôle joué par l'Alliance des Civilisations dans le renforcement du dialogue interculturel et de la tolérance entre les peuples, et dans la lutte contre le racisme et la discrimination. Comme vous le savez, la nouvelle stratégie euro-méditerranéenne de l'Alliance devait être adoptée à la Conférence d'Alexandrie des 8 et 9 mars, mais celle-ci a également été ajournée, ce que nous regrettons. Il est crucial que l'Union européenne et les pays du sud de la Méditerranée, par le biais de leurs coordinateurs nationaux et de la Fondation Anna Lindh, collaborent avec l'Alliance à la mise en œuvre de cette stratégie au niveau national.

Devant cette Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM), je ne peux manquer de souligner une évidence, à savoir que la dimension intergouvernementale n'est pas capable d'embrasser toute la complexité des relations euro-méditerranéennes. L'APEM a montré qu'elle est la seule assemblée parlementaire qui permet le dialogue et la coopération entre tous les États-membres d'Union européenne et toutes les parties engagées dans le processus de paix au Moyen-Orient, d'une manière régulière. Elle est bien l'expression d'une culture parlementaire commune, un *forum* d'apprentissage démocratique et un exemple pour les gouvernements de la région.

Je tenais aussi à dire que les principaux agents de l'éducation et de la culture ne sont pas tant les États, mais plutôt les citoyens. Les États ne sont que des instruments. La responsabilité fondamentale doit être partagée. Communautés locales, organisations de la société civile, entreprises, confessions religieuses, établissements d'enseignement, tous ont la tâche commune de construire une communauté politique où règne la confiance et la compréhension mutuelle. Aux États de garantir la participation démocratique des citoyens à cette communauté et leur égalité d'accès à l'éducation et à la culture.

À ce propos, je voudrais souligner la situation des immigrés, véritables agents de la diversité culturelle et, en même temps, premières cibles du racisme, de la xénophobie et de la discrimination. Les États doivent leur garantir la sécurité et les conditions de participer à part entière à la vie de la communauté, au même titre que leurs citoyens. C'est pourquoi je défends que les immigrés aient le droit de vote et qu'ils tendent à jouir des mêmes droits que les citoyens nationaux ; c'est pourquoi je rejette toute criminalisation de la clandestinité et j'attire l'attention des États sur la fragilité dans laquelle se trouvent, normalement, les citoyens en situation irrégulière. Avec le Traité de Lisbonne, l'Union européenne a le devoir d'adopter une politique commune tendant à l'intégration des immigrés et pas uniquement à leur refoulement. L'Union pour la Méditerranée ne doit pas s'en tenir aux 6 projets énoncés dans la Déclaration de Paris et elle ne peut manquer d'inscrire le thème des migrations au cœur de son action politique.

Enfin, je voudrais souligner l'importance des médias pour l'affirmation stratégique de la culture et de l'éducation dans les relations euro-méditerranéennes. Une information éclairée et objective est essentielle pour abattre les préjugés et contribuer au brassage des idées et à une conscience commune. Il faut créer des conditions pour la formation et l'échange de journalistes des deux côtés de la Méditerranée. Mais le plus important c'est de leur assurer des garanties d'indépendance pour travailler, dans un environnement qui respecte la liberté d'expression et d'information. Car si la culture est essentiellement un lieu d'égalité, le dialogue et la tolérance se nourrissent de liberté.

En somme, je tenais à vous dire combien je considère votre travail d'une importance cruciale pour l'avenir des peuples qui vivent autour de notre mer, la *mare nostrum*. Les résultats ne seront pas visibles du jour au lendemain, mais nous savons tous que l'histoire est faite de petits pas et de mouvements lents. À nous de savoir être les interprètes fidèles des potentialités que nous a léguées notre histoire pour notre avenir commun.